

Ecrit par le 2 juillet 2026

L'argent et le couple : faut-il faire 'compte à part' ?



Comment faire pour que, dans un couple, la gestion des revenus et dépenses ne soit pas un objet de discorde ? En 2010 selon l'Insee, 2/3 des Français mariés, pacsés ou en concubinage partageaient toutes leurs ressources sur un compte joint. Aujourd'hui, est-il vraiment nécessaire d'utiliser un compte joint ou, au contraire, faut-il fonctionner avec des comptes personnels ? [MoneyVox](#) apporte quelques éléments de réponses avec un sondage exclusif de YouGov* sur la gestion du compte joint au sein des couples.

La gestion du compte joint au sein des couples

Selon l'étude YouGov pour MoneyVox, 59% des sondés déclarent aujourd'hui détenir un compte joint avec leur partenaire, dont pas moins de 53% d'entre eux optent pour une mise en commun de tous leurs revenus sur ce compte. A l'inverse, 43% conjuguent une mise en commun partielle des ressources avec une certaine autonomie financière.

Ecrit par le 2 juillet 2026

Cette mise en commun n'empêche pas une gestion du compte joint plutôt saine, puisque 77% des répondants déclarent consulter leur partenaire avant de réaliser des dépenses.

À noter tout de même que 39% des répondants en couple déclarent détenir uniquement un compte personnel à leur nom.

Le compte joint, des inconvénients ?

Lorsqu'un couple ne possède qu'un compte joint (et pas de comptes personnels), les co-titulaires ont évidemment connaissance de tous les mouvements du compte. Pas évident dès lors de préserver la surprise d'un cadeau de Noël, d'anniversaire ou de Saint-Valentin lorsque l'enseigne où l'on a fait des emplettes apparaît sur le relevé de compte, avec la somme exacte dépensée.

Au-delà de cet inconvénient autour de la confidentialité des dépenses, le compte joint comporte surtout des risques. En effet, en souscrivant ce type de produit auprès de la banque, les deux titulaires sont solidairement responsables de la vie du compte... et des dettes. En cas de solde négatif, ils doivent régler les frais de découvert à leur banque de façon commune.

« En effet, en cas de rejet de chèque sans provision par la banque, ce sont les deux co-titulaires (et pas seulement celui qui a rédigé le chèque litigieux) qui se retrouvent interdits bancaires et ne peuvent plus émettre de chèques, que ce soit depuis le compte joint ou depuis un compte personnel. En bref, avec cette solidarité sur les dettes, si l'un des membres du couple flambe ou réalise des dépenses qui ne sont pas dans l'intérêt de la famille, l'autre en est co-responsable ! », explique [Maxime Chipoy](#), président de MoneyVox.

« Avant de partager une carte sur un compte joint, réfléchissez bien à 2 fois. »

Maxime Chipoy, président de MoneyVox

Partager la carte bancaire d'un compte joint, un risque ?

Pour faire des économies sur les frais bancaires, certains couples optent pour un compte joint et une carte pour deux... On peut d'ailleurs observer que 39% des répondants ont une carte bancaire pour un compte joint. Mais cette pratique est en réalité interdite et risquée.

A l'inverse du chéquier, où deux noms peuvent être indiqués, une carte bancaire est nominative et strictement personnelle. Seule la ou le titulaire, dont le nom est inscrit sur le moyen de paiement et qui y a apposé sa signature peut l'utiliser pour payer.

De ce fait, le partage de carte bancaire est prohibé, y compris au sein du couple. Il suppose de transférer la responsabilité de la carte à un tiers et de lui communiquer le code secret. Et il est important de noter plusieurs risques. Cela peut-être le refus de paiement ou alors une exposition à des refus de remboursement en cas de fraude.

« Bilan : avant de partager une carte sur un compte joint, réfléchissez bien à 2 fois. Le jeu en vaut-il la chandelle ? Pas forcément, d'autant plus la 2^e carte sur un même compte est généralement proposée à un prix nettement inférieur à la première (souvent 30 à 50% moins cher) », rappelle Maxime Chipoy.

Ecrit par le 2 juillet 2026

**Enquête réalisée sur 2020 personnes représentatives de la population nationale française âgée de 18 ans et plus. Le sondage a été effectué en ligne, sur le panel propriétaire YouGov France, du 03 au 07 janvier 2025.*

Le Crédit agricole Alpes-Provence offre des vélos électriques à ses collaborateurs



[Le Crédit Agricole Alpes-Provence](#) propose gratuitement des vélos électriques à ses collaborateurs

Ecrit par le 2 juillet 2026

éligibles au dispositif. L'opération menée en partenariat avec [Tandem](#), une entreprise spécialisée dans les vélos électriques 'Made in France', concerne les salariés du Vaucluse, des Bouches-du-Rhône et des Hautes-Alpes.

Au total depuis le 20 novembre, la banque a livrés 280 vélos, dont 63 en Vaucluse, pour les collaborateurs habitant à proximité de leur lieu de travail. Les distributions se sont déroulées dans les sites administratifs et les agences (Marseille, Avignon, Gap) ainsi qu'au siège régional (Aix-en-Provence).

« Depuis plusieurs années, le vélo électrique est en plein essor en France, rappelle le Crédit Agricole Alpes-Provence. Alternative à la voiture, il est idéal pour limiter l'impact carbone des trajets entre le domicile et le lieu de travail, tout en permettant de faire de l'exercice au quotidien. Poursuivant sa vocation d'utilité au territoire et à ses habitant·es, le Crédit Agricole Alpes Provence travaille sur le déploiement de ce nouveau mode de déplacement électrique pour ses employés habitant à moins de 10 kilomètres de leur lieu de travail. En plus de réduire l'utilisation de la voiture au quotidien, le vélo électrique permet d'améliorer la santé et le bien-être des collaborateurs en limitant leur sédentarité et en les incitant à faire de l'exercice physique, qu'ils habitent dans une grande ville, dans une petite agglomération ou en zone rurale. »

Les bénéficiaires du dispositifs ont pu choisir parmi 4 modèles de vélos (urbain, cargo, pliants, VTT). Chaque volontaire a également reçu les accessoires nécessaires (casque, antivol) et a été formé à la prise en main du vélo et à sa conduite ainsi qu'à l'entretien des équipements et aux questions d'assurance. Selon une enquête initiée par Tandem en 2023, 3 français sur 5 seraient prêt·e à se déplacer régulièrement à vélo si leur entreprise les aidait à le financer.

Ecrit par le 2 juillet 2026



Escroquerie bancaire par spoofing téléphonique : la cour de cassation dédouane le client



Maître Lionel Fouquet nous rappelle que dans une décision du 23 octobre 2024 ([pourvoi n° 23-16.267](#)), la Cour de cassation vient préciser de nouvelles règles dans les relations banque / client lorsque celui-ci est victime de spoofing* téléphonique.

Pour mémoire, le spoofing est une escroquerie malheureusement très courante : un faux conseiller bancaire parvient lors d'un appel téléphonique à convaincre une personne de lui remettre ses codes d'accès ou effectuer un virement à son profit.

Ecrit par le 2 juillet 2026

La Cour indique :

« Après avoir exactement énoncé qu'il incombe au prestataire de services de paiement de rapporter la preuve d'une négligence grave de son client, l'arrêt constate que le numéro d'appel apparaissant sur le téléphone portable de M. [J] s'était affiché comme étant celui de Mme [Y], sa conseillère BNP et retient qu'il croyait être en relation avec une salariée de la banque lors du réenregistrement et nouvelle validation qu'elle sollicitait de bénéficiaires de virement sur son compte qu'il connaissait et qu'il a cru valider l'opération litigieuse sur son application dont la banque assurait qu'il s'agissait d'une opération sécurisée. Il ajoute que le mode opératoire par l'utilisation du « spoofing » a mis M. [J] en confiance et a diminué sa vigilance, inférieure, face à un appel téléphonique émanant prétendument de sa banque pour lui faire part du piratage de son compte, à celle d'une personne réceptionnant un courriel, laquelle aurait pu disposer de davantage de temps pour s'apercevoir d'éventuelles anomalies révélatrices de son origine frauduleuse. »

Après avoir rappelé qu'il appartient à la banque de prouver la négligence grave de son client, la Cour considère donc que le client qui se fait piéger au téléphone par un faux conseiller bancaire ne peut se voir reprocher par sa banque d'avoir commis une négligence grave. Il a donc le droit d'être remboursé par sa banque des virements frauduleux.

* Qu'est-ce que le spoofing ?

Le spoofing regroupe l'ensemble des cyberattaques qui consiste dans le vol de l'identité électronique telle que l'adresse mail, le nom de domaine ou l'adresse IP; et a pour but, le plus souvent, d'obtenir des informations bancaires et confidentielles.

Le Crédit Agricole Alpes-Provence renforce son comité de direction

Ecrit par le 2 juillet 2026



Le Crédit Agricole Alpes-Provence vient de nommer Alexandre Turquet et Mathieu Bourges au sein de son comité de direction. Ils l'intègrent respectivement en tant que directeur du réseau de proximité et directeur des finances et de l'environnement de travail.

« Ces deux nominations traduisent l'engagement du Crédit Agricole Alpes Provence à renforcer son équipe dirigeante pour répondre aux enjeux de développement, de performance économique et sociale au service du territoire et de la satisfaction de ses clients et clients sociétaires », explique la banque coopérative présente dans le Vaucluse, les Bouches-du-Rhône et les Hautes-Alpes.

« Notre priorité est de renforcer la satisfaction clients en s'appuyant sur notre modèle coopératif et mutualiste résolument moderne. »

Alexandre Turquet, directeur du réseau de proximité

Alexandre Turquet rejoint le Crédit Agricole Alpes-Provence après une carrière de plus de 22 ans au sein

Ecrit par le 2 juillet 2026

du LCL, où il a occupé plusieurs fonctions de direction. Diplômé en 2007 du CESB de HEC Paris en Management des Activités Bancaires, il débute en tant que conseiller en agence en 2002. Il évolue au poste de directeur de groupes d'agences à Paris en 2008, avant de devenir responsable du développement commercial en 2013 et en 2014 chef de projets stratégie sur la transformation du modèle distributif LCL puis sur des projets d'optimisation du pilotage des Risques.

En 2019, Alexandre Turquet devient directeur du développement du Réseau LCL Méditerranée, basé à Marseille, où il pilote la transformation et le développement des agences et sites de Banque Privée des régions Sud, Languedoc-Roussillon et Corse. En 2022, il prend la responsabilité de la direction régionale des Bouches-du-Rhône, 42 agences et 6 centres d'affaires, au service de plus de 220 000 clients, professionnels et petites entreprises.

Fort d'expériences managériales, d'expériences terrains et d'une connaissance de notre territoire, son impulsion stratégique est aujourd'hui un atout pour notre banque coopérative.

« Notre priorité est de renforcer la satisfaction clients en s'appuyant sur notre modèle coopératif et mutualiste résolument moderne, explique-t-il. Nous avons la responsabilité d'apporter le meilleur de la relation humaine et des services digitaux pour garantir une relation de proximité. Tout cela, dans un objectif d'utilité et de soutien au développement de nos territoires et du financement de l'économie locale. »

« La solidité du modèle mutualiste doit nous permettre de renforcer notre rôle de soutien économique du territoire. »

Mathieu Bourges, directeur des finances et de l'environnement de travail

Fort de 17 ans d'expérience au sein du Crédit Agricole Alpes-Provence, Mathieu Bourges a pour sa part évolué au sein de l'entreprise depuis son arrivée en 2007. Il a occupé des postes clés tels que trésorier et contrôleur de gestion de 2012 à 2020. En 2021, il devient adjoint du directeur du marché des entreprises et de la Banque privée, un rôle stratégique qu'il a occupé pendant plus de trois ans avant de prendre, en octobre 2024, la direction des finances et de l'environnement de travail.

Mathieu Bourges est ingénieur ENSIMAG (Grenoble INP, 2007). Il est également titulaire d'un master en mathématiques appliquées de l'Université Aix-Marseille, et d'un master en sciences actuarielles de l'Institut de science financière et d'assurance (ISFA). Il possède une expertise dans le domaine financier et une connaissance approfondie du territoire et de ses acteurs.

« Dans un contexte marqué par d'importantes évolutions sociétales, technologiques et réglementaires, la solidité du modèle mutualiste doit nous permettre de renforcer notre rôle de soutien économique du territoire. Cette mission est une belle opportunité de conjuguer performance commerciale et responsabilité économique au service de notre territoire et de nos clients. »

Ecrit par le 2 juillet 2026

(Vidéo) Petit-déjeuner CPME ‘Comment présenter au mieux son dossier de crédit professionnel ?’



La Confédération des petites et moyennes entreprises de Vaucluse ([CPME 84](#)) et la [Société générale](#) (qui a absorbé la Société Marseillaise de Crédit) proposent un petit déjeuner ayant pour thème : ‘Comment présenter au mieux son dossier de crédit professionnel ?’

En effet, une demande de financement professionnel est un moment clef de la relation bancaire. Afin de favoriser le délai de traitement, la qualité des échanges, et bien sûr la bonne tenue du dossier, il est utile de s’entendre sur les attendus du dossier présenté et les principaux critères d’octroi.

Les questionnements sont nombreux

Comment la banque analyse-t-elle une demande de financement professionnel ? Quels en sont les critères

Écrit par le 2 juillet 2026

déterminants ? Comment le porteur de projet peut-il favoriser la bonne compréhension et appréciation de son projet ? Quels écueils éviter ? Quels atouts valoriser ? Quels documents présenter ?

La matinée sera animée

par Magali Martin, directrice des risques de crédits et Franck Harbreteau, accompagnateur du marché des professionnels SG SMC.

Les infos pratiques

'Comment présenter au mieux son dossier de crédit professionnel ?' Mardi 22 octobre de 8h30 à 10h30, au Mercure Avignon TGV, 2, rue Mère Teresa à Avignon. Parking gratuit et co-voiturage possible. Inscriptions fermes et définitives [ici](#). Contact CPME 84 04 90 14 90 90.

Crédit municipal : les Vauclusiens en force dans les instances nationales



David Fournier à la présidence. Jean-Dominique Faedda en tant que secrétaire-adjoint. Le Crédit municipal d'Avignon est particulièrement bien représenté au sein de son instance nationale.

Ecrit par le 2 juillet 2026

[David Fournier](#), vice-président du [Crédit municipal d'Avignon](#), vient d'être réélu à l'unanimité à la présidence de la Conférence permanente des Caisses de Crédit Municipal.

Egalement adjoint délégué à l'administration générale, au personnel, aux systèmes d'information et à la gestion de crise à la mairie d'Avignon, l'élu a été désigné pour un nouveau mandat de 3 ans. Il aura pour mission de poursuivre la défense des intérêts communs de ces établissements publics locaux réunis au sein de cette association regroupant près d'une vingtaine de Crédit municipaux* disposant d'une petite cinquantaine d'antennes réparties sur l'ensemble du territoire national.

Par ailleurs, Jean-Dominique Faedda, directeur général du Crédit Municipal d'Avignon a été, lui aussi, réélu au poste de secrétaire-adjoint.

Avignon doyen des Crédits municipaux en France

La Caisse de Crédit Municipal d'Avignon est l'héritier direct du Mont de Piété d'Avignon qui a commencé son activité de prêts sur gages le 17 avril 1610. C'est l'établissement le plus ancien en France.

Le prêt sur gage est aujourd'hui un service public règlementé permettant des prêts en urgence contre le dépôt en garantie d'un objet de valeur.

Le Crédit municipal d'Avignon, qui dispose aussi d'antennes à Arles, Carpentras et Valence, propose également des comptes à vue aux personnes physiques et aux associations, des livrets et placements ainsi que des prêts personnels jusqu'à 75 000 € et des microcrédits.

L.G.

**Nantes, Toulon, Nîmes, Bordeaux, Boulogne-sur-Mer, Caen, Lyon, Lille, Marseille, Nice, Toulouse, Nancy, Paris, Reims, Roubaix, Rouen, Strasbourg et Avignon.*

Laurent Fromageau va prendre la direction du Crédit agricole Alpes-Provence

Ecrit par le 2 juillet 2026



[Laurent Fromageau](#) vient d'être nommé directeur général du [Crédit agricole Alpes-Provence](#). Ce dernier prendra ses fonctions à compter du 4 mars 2024. Il succèdera alors à [Serge Magdeleine](#), en poste depuis 4 ans, qui est devenu directeur général de [LCL](#) depuis le 1^{er} janvier 2024.

Nommé par le conseil d'administration de la caisse régionale présidé par Franck Alexandre, Laurent Fromageau est actuellement directeur général adjoint en charge de la banque de proximité de LCL, membre du comité exécutif de la banque ainsi que du comité de direction de Crédit agricole SA depuis mai 2016.

Titulaire d'un Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) de mathématiques appliquées et nouvelles applications de l'informatique de l'université catholique d'Angers, ce dernier était auparavant directeur général adjoint de la Banque de proximité à l'international (BPI), en charge du développement et du fonctionnement au sein de Crédit agricole SA depuis 2012.

[Lire également : « Le Crédit Agricole et VPA s'associent pour le développement du Vaucluse »](#)

Forte expérience au sein des caisses régionales du Crédit agricole

Egalement diplômé de l'Institut de mathématiques appliquées d'Angers et de l'Institut des techniques bancaires, le futur directeur général de Crédit agricole Alpes-Provence, dispose de plus de 20 années d'expérience au sein des caisses régionales de Crédit agricole. En effet, c'est en 1988 qu'il entre au Crédit agricole de l'Anjou Mayenne comme consultant interne.

Il rejoint ensuite le Crédit agricole de Loire-Atlantique, où il évolue pendant plus de 12 ans dans des

Ecrit par le 2 juillet 2026

fonctions de développement avant de devenir responsable d'une région commerciale lors de la fusion de la Caisse régionale Atlantique Vendée. Puis en 2004, il rejoint le comité de direction du Crédit agricole Nord de France comme directeur commercial, avant d'être nommé, en 2008, directeur régional de Paris au sein du Crédit Agricole d'Ile-de-France.

780 000 clients dans 3 départements dont le Vaucluse

Le Crédit Agricole Alpes Provence couvre les territoires des Bouches-du-Rhône, du Vaucluse et des Hautes-Alpes. La banque coopérative y dispose de 158 agences où travaillent 2 260 collaborateurs au service de 780 000 clients, dont près de la moitié sont des clients sociétaires, propriétaires de leur banque.

Succession : la baisse des frais bancaires toujours au point mort

Ecrit par le 2 juillet 2026



Moneyvox fait le point sur les frais de succession, prélevés par la banque sur les avoirs d'un client décédé avant transfert des fonds à ses héritiers. Une source éternelle d'irritation pour ces derniers, tant l'opacité et le grand écart tarifaire est de mise sur ce service. Plus d'un an après les promesses de changement de la part des pouvoirs public, le constat de MoneyVox est sans appel : rien ne bouge !

Tarifs de traitement du dossier : immobilité totale

Rien ne bouge, ou presque, sur les tarifs : sur les 128 établissements étudiés cette année*, 118 n'ont rien changé, 2 (Crédit Agricole Sud Méditerranée et BNP Paribas Réunion) les ont sensiblement baissés tout en restant au-dessus de la moyenne, et 8 les ont augmentés, dont 3 fortement (de 30% pour les Banques Populaires Aquitaine Centre Atlantique et Méditerranée).

En moyenne donc, les frais d'une succession moyenne ne baissent, depuis un an, que de quelques centimes.

« Une situation totalement inacceptable, quand on rappelle qu'au printemps 2022, Bercy avait déclaré demander aux banques un « gros gros effort » sur le sujet... et que la baisse qui s'en était suivie n'était que de 4%. Depuis plus rien, le sujet est au point mort et les tarifs vont toujours quasiment du simple au décuple selon les banques... pour un travail identique ! », s'indigne Maxime Chipoy, président de

Ecrit par le 2 juillet 2026

Moneyvox.

Seules quelques banques en ligne (dont Boursorama qui passe la gratuité de 20 000 à 25 000€ par dossier) ne facturent pas cette opération.

« Pourquoi prélever un pourcentage, alors qu'un virement prend le même temps à réaliser quel que soit son montant ? »

Maxime Chipoy, président de Moneyvox

Virements à l'extérieur : des pratiques anticoncurrentielles comme gravées dans le marbre

Le comble de la facturation excessive reste sans doute les « Frais de virement final de la succession », prélevés quand la banque envoie l'argent aux héritiers.

Plusieurs Crédits Agricoles (Pyrénées-Gascogne, Sud Méditerranée, Centre Ouest...) facturent cette opération 80€ ou plus. Mais la palme revient au Crédit Mutuel-CIC, dont la plupart des caisses facturent 1% du montant des actifs (soit 150€ pour notre profil-type) un montant qui ne vous sera, bien sûr, pas facturé si l'argent reste au sein du Crédit Mutuel-CIC.

« Pourquoi prélever un pourcentage, alors qu'un virement prend le même temps à réaliser quel que soit son montant ? Pourquoi facturer si cher ce seul virement (qui s'ajoute aux frais de succession déjà prélevés) alors qu'un virement « de notre vivant » coûte environ 5€ quand on le fait faire au guichet ? Nous sommes ici face à une pratique anticoncurrentielle où la banque impose à des héritiers pieds et poings liés ses conditions : soit l'argent reste chez nous, soit vous payez le prix fort », analyse le président de Moneyvox.

Après le scandale des successions de mineurs, des progrès limités

Les frais bancaires de succession avaient au printemps 2022 défrayé la chronique, quand La Banque Postale avait facturé aux parents d'un mineur décédé des frais pour fermer le livret de l'enfant. Un an et demi plus tard, le sujet n'est, pour l'essentiel, pas réglé.

37 établissements indiquent désormais ne plus facturer les frais pour succession des mineurs, parmi lesquels 8 Banques populaires, 6 Caisses d'épargne, 11 Crédits agricoles, le Crédit Coopératif, Fortuneo, Boursorama, et LCL. Un chiffre qui reste cependant très minoritaire.

« A noter que La Banque Postale, banque visée par la polémique du printemps 2022, n'indique toujours pas la gratuité pour les successions de mineurs dans sa plaquette, alors même qu'elle a assuré que cette gratuité est bien en place ! », indique Maxime Chipoy.

Classement des établissements les plus chers sur leurs frais de succession**

Ecrit par le 2 juillet 2026

	TARIF 01/11/2022	TARIF 01/11/2023	%	Dont frais Virement
Allianz Banque	450,00 €	450,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Languedoc	390,00 €	390,00 €	0,00%	0,00 €
Banque Populaire Val de France	345,00 €	345,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Guadeloupe	338,00 €	338,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Martinique	325,20 €	331,68 €	1,99%	0,00 €
LCL	310,00 €	310,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Guyane	299,72 €	305,70 €	2,00%	0,00 €
CIC	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Agricole Centre-Ouest	300,00 €	300,00 €	0,00%	120,00 €
Crédit Mutuel Anjou	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Antilles-Guyane	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Centre	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Centre Est Europe	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Dauphiné-Vivaraïs	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mut. Loire-Atlantique, Centre Ouest	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Massif Central	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Midi-Atlantique	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Méditerranéen	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Nord Europe	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Normandie	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Savoie-Mont Blanc	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Sud Est	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Île-de-France	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Fortuneo	300,00 €	300,00 €	0,00%	0,00 €
Groupama Banque	300,00 €	300,00 €	0,00%	0,00 €
Orange Bank	300,00 €	300,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Epargne Normandie	273,00 €	273,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Mutuel Bretagne	270,00 €	270,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Mutuel Sud-Ouest	233,00 €	270,00 €	15,88%	0,00 €
La Banque Postale	260,00 €	260,00 €	0,00%	0,00 €
La Banque Postale Guadel-Mart-Réunion	259,04 €	259,04 €	0,00%	0,00 €
La Banque Postale Guyane-Mayotte-COM	258,33 €	258,33 €	0,00%	0,00 €
AXA Banque	250,00 €	250,00 €	0,00%	0,00 €
Banque Dupuy de Parseval	250,00 €	250,00 €	0,00%	0,00 €

	TARIF 01/11/2022	TARIF 01/11/2023	%	Dont frais Virement
Banque Marze	250,00 €	250,00 €	0,00%	0,00 €
Banque Populaire Sud	250,00 €	250,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Coopératif	250,00 €	250,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Maritime Méditerranée	250,00 €	250,00 €	0,00%	0,00 €
Monabanq	250,00 €	250,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Agricole Centre Loire	245,05 €	246,95 €	0,78%	96,95 €
BNP Paribas	240,00 €	240,00 €	0,00%	0,00 €
BNP Paribas Réunion	309,98 €	240,00 €	-22,58%	0,00 €
Crédit Agricole Sud Méditerranée	335,00 €	240,00 €	-28,36%	90,00 €
Helio bank	240,00 €	240,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Ep. Aquitaine Poitou-Charentes	225,00 €	225,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Epargne Auvergne et Limousin	225,00 €	225,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Ep. Bourgogne Franche-Comté	225,00 €	225,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Epargne Bretagne Pays de Loire	225,00 €	225,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Epargne CEPAC	225,00 €	225,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Epargne Côte d'Azur	225,00 €	225,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Epargne Grand Est Europe	225,00 €	225,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Epargne Hauts de France	225,00 €	225,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon	225,00 €	225,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Epargne Loire-Centre	225,00 €	225,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Epargne Rhône Alpes	225,00 €	225,00 €	0,00%	0,00 €
Banque Chalus	220,00 €	224,00 €	1,82%	0,00 €
Crédit Agricole Pyrénées Gascogne	222,50 €	222,50 €	0,00%	80,00 €
Banque Pop. Bourgogne Franche-Comté	215,00 €	215,00 €	0,00%	0,00 €
Banque Populaire Rives de Paris	206,00 €	206,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Epargne CEPAC Antilles	204,00 €	204,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Ep. CEPAC La Réunion Mayotte	204,00 €	204,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées	196,05 €	200,40 €	2,22%	69,90 €
Banque Palatine	200,00 €	200,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agr Charente-Marit. Deux-Sèvres	200,00 €	200,00 €	0,00%	0,00 €
Banque Pop. Alsace Lorraine Champagne	195,00 €	195,00 €	0,00%	0,00 €
Banque Pop. Aquitaine Centre Atlantique	150,00 €	195,00 €	30,00%	0,00 €
Banque Populaire Grand Ouest	195,00 €	195,00 €	0,00%	0,00 €
Banque Populaire Méditerranée	150,00 €	195,00 €	30,00%	0,00 €
Caisse d'Epargne Ile-de-France	195,00 €	195,00 €	0,00%	0,00 €

	TARIF 01/11/2022	TARIF 01/11/2023	%	Dont frais Virement
Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche	195,00 €	195,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Maritime Grand Ouest	195,00 €	195,00 €	0,00%	0,00 €
Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes	180,00 €	180,00 €	0,00%	0,00 €
Banque Populaire Occitane	180,00 €	180,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Morbihan	180,00 €	180,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Normandie-Seine	180,00 €	180,00 €	0,00%	0,00 €
Macif	180,00 €	180,00 €	0,00%	0,00 €
BRED Banque Populaire	172,50 €	172,50 €	0,00%	0,00 €
BRED Banque Populaire Guadeloupe	172,50 €	172,50 €	0,00%	0,00 €
BRED Banque Populaire Guyane	172,50 €	172,50 €	0,00%	0,00 €
BRED Banque Populaire La Réunion	172,50 €	172,50 €	0,00%	0,00 €
BRED Banque Populaire Martinique	172,50 €	172,50 €	0,00%	0,00 €
BRED Banque Populaire Mayotte	172,50 €	172,50 €	0,00%	0,00 €
SG (ex Société Générale)	160,00 €	160,00 €	0,00%	0,00 €
Banque des Caraïbes	155,50 €	155,50 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Corse	154,50 €	154,50 €	0,00%	4,50 €
Banque Populaire Nord	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
BFCOI de la Réunion	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
BFCOI Mayotte	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
BforBank	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Alpes Provence	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Alsace Vosges	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Anjou Maine	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Aquitaine	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Atlantique Vendée	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Brie Picardie	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Centre France	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Centre-est	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Champagne-Bourgogne	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Côtes d'Armor	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Finistère	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Franche-Comté	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €

	TARIF 01/11/2022	TARIF 01/11/2023	%	Dont frais Virement
Crédit Agricole Ile-et-Vilaine	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole La Réunion	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Lorraine	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Normandie	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Provence Côte d'Azur	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Savoie	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Sud Rhône Alpes	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Toulouse 31	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Touraine Poitou	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Val de France	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Mutuel MABN	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Mutuel Océan	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
HSBC	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Milleis Banque	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Nord de France	135,00 €	135,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Charente-Périgord	130,50 €	130,50 €	0,00%	0,00 €
Banque de Savoie	125,00 €	125,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Epargne Midi-Pyrénées	125,00 €	125,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Loire Haute-Loire	118,50 €	118,50 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Ile-de-France	80,00 €	80,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Nord Est	75,00 €	75,00 €	0,00%	0,00 €
Ma French Bank	50,00 €	50,00 €	0,00%	0,00 €
n26	50,00 €	50,00 €	0,00%	0,00 €
Boursorama Banque	0,00 €	0,00 €	0,00%	0,00 €
Helios	0,00 €	0,00 €	0,00%	0,00 €
Nickel	0,00 €	0,00 €	0,00%	0,00 €
Revolut	0,00 €	0,00 €	0,00%	0,00 €
MOYENNE	205,0	204,9	0%	
MEDIANE	195,5	197,5	1%	

Cliquer sur les tableaux pour les agrandir.

Écrit par le 2 juillet 2026

À propos de MoneyVox :

Créé en 2003, MoneyVox est un site d'actualités, d'explications et de comparatifs sur la finance personnelle et le budget. MoneyVox traite de multiples sujets comme la banque au quotidien, les moyens de paiement, les produits d'épargne, les crédits, les impôts, la retraite, les assurances ou l'énergie. L'équipe se compose aujourd'hui d'une dizaine de journalistes et de professionnels du web. Le site héberge également un forum très actif sur les questions financières.

*Cas d'une succession simple de 15 000€, réglée en moins d'un an à des héritiers clients d'une autre banque.

**Cas d'une succession simple de 15 000€, réglée en moins d'un an à des héritiers clients d'une autre banque.

Succession : la baisse des frais bancaires toujours au point mort



Comme chaque année à l'approche de la Toussaint, **Moneyvox*** fait le point sur les frais de

Écrit par le 2 juillet 2026

succession, prélevés par la banque sur les avoirs d'un client décédé avant transfert des fonds à ses héritiers. Une source éternelle d'irritation pour ces derniers, tant l'opacité et le grand écart tarifaire est de mise sur ce service. Plus d'un an après les promesses de changement de la part des pouvoirs public, le constat de MoneyVox est sans appel : rien ne bouge !

Tarifs de traitement du dossier : immobilité totale

Rien ne bouge, ou presque, sur les tarifs : sur les 128 établissements étudiés cette année**, 118 n'ont rien changé, 2 (Crédit Agricole Sud Méditerranée et BNP Paribas Réunion) les ont sensiblement baissés tout en restant au-dessus de la moyenne, et 8 les ont augmentés, dont 3 fortement (de 30% pour les Banques Populaires Aquitaine Centre Atlantique et Méditerranée).

« Les tarifs vont toujours quasiment du simple au décuple selon les banques. »

Maxime Chipoy, président de Moneyvox.

En moyenne donc, les frais d'une succession moyenne ne baissent, depuis un an, que de quelques centimes. « Une situation totalement inacceptable, quand on rappelle qu'au printemps 2022, Bercy avait déclaré demander aux banques un 'gros gros effort' sur le sujet... et que la baisse qui s'en était suivie n'était que de 4%. Depuis plus rien, le sujet est au point mort et les tarifs vont toujours quasiment du simple au décuple selon les banques... pour un travail identique », s'indigne [Maxime Chipoy](#), président de [Moneyvox](#).

Seules quelques banques en ligne (dont Boursorama qui passe la gratuité de 20 000 à 25 000€ par dossier) ne facturent pas cette opération.

Virements à l'extérieur : des pratiques anticoncurrentielles comme gravées dans le marbre

Le comble de la facturation excessive reste sans doute les 'Frais de virement final de la succession', prélevés quand la banque envoie l'argent aux héritiers.

Plusieurs Crédits Agricoles (Pyrénées-Gascogne, Sud Méditerranée, Centre Ouest...) facturent cette opération 80€ ou plus. Mais la palme revient au Crédit Mutuel-CIC, dont la plupart des caisses facturent 1% du montant des actifs (soit 150€ pour notre profil-type) un montant qui ne vous sera, bien sûr, pas facturé si l'argent reste au sein du Crédit Mutuel-CIC.

« Pourquoi prélever un pourcentage, alors qu'un virement prend le même temps à réaliser quel que soit son montant ? Pourquoi facturer si cher ce seul virement (qui s'ajoute aux frais de succession déjà prélevés) alors qu'un virement 'de notre vivant' coûte environ 5€ quand on le fait faire au guichet ? Nous sommes ici face à une pratique anticoncurrentielle où la banque impose à des héritiers pieds et poings liés ses conditions : soit l'argent reste chez nous, soit vous payez le prix fort », analyse Maxime Chipoy.

Ecrit par le 2 juillet 2026

	TARIF 01/11/2022	TARIF 01/11/2023	%	Dont frais Virement
Allianz Banque	450,00 €	450,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Languedoc	390,00 €	390,00 €	0,00%	0,00 €
Banque Populaire Val de France	345,00 €	345,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Guadeloupe	338,00 €	338,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Martinique	325,20 €	331,68 €	1,99%	0,00 €
LCL	310,00 €	310,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Guyane	299,72 €	305,70 €	2,00%	0,00 €
CIC	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Agricole Centre-Ouest	300,00 €	300,00 €	0,00%	120,00 €
Crédit Mutuel Anjou	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Antilles-Guyane	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Centre	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Centre Est Europe	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Dauphiné-Vivaraux	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mut. Loire-Atlantique, Centre Ouest	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Massif Central	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Midi-Atlantique	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Méditerranéen	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Nord Europe	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Normandie	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Savoie-Mont Blanc	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Sud Est	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Mutuel Île-de-France	300,00 €	300,00 €	0,00%	150,00 €
Fortuneo	300,00 €	300,00 €	0,00%	0,00 €
Groupama Banque	300,00 €	300,00 €	0,00%	0,00 €
Orange Bank	300,00 €	300,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Épargne Normandie	273,00 €	273,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Mutuel Bretagne	270,00 €	270,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Mutuel Sud-Ouest	233,00 €	270,00 €	15,88%	0,00 €
La Banque Postale	260,00 €	260,00 €	0,00%	0,00 €
La Banque Postale Guadel-Mart-Réunion	259,04 €	259,04 €	0,00%	0,00 €
La Banque Postale Guyane-Mayotte-COM	258,33 €	258,33 €	0,00%	0,00 €
AXA Banque	250,00 €	250,00 €	0,00%	0,00 €
Banque Dupuy de Parseval	250,00 €	250,00 €	0,00%	0,00 €

	TARIF 01/11/2022	TARIF 01/11/2023	%	Dont frais Virement
Banque Marze	250,00 €	250,00 €	0,00%	0,00 €
Banque Populaire Sud	250,00 €	250,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Coopératif	250,00 €	250,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Maritime Méditerranée	250,00 €	250,00 €	0,00%	0,00 €
Monabanq	250,00 €	250,00 €	0,00%	150,00 €
Crédit Agricole Centre Loire	245,05 €	246,95 €	0,78%	96,95 €
BNP Paribas	240,00 €	240,00 €	0,00%	0,00 €
BNP Paribas Réunion	309,98 €	240,00 €	-22,58%	0,00 €
Crédit Agricole Sud Méditerranée	335,00 €	240,00 €	-28,36%	90,00 €
Hello bank	240,00 €	240,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Ép. Aquitaine Poitou-Charentes	225,00 €	225,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Épargne Auvergne et Limousin	225,00 €	225,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Ép. Bourgogne Franche-Comté	225,00 €	225,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Épargne Bretagne Pays de Loire	225,00 €	225,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Épargne CEPAC	225,00 €	225,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Épargne Côte d'Azur	225,00 €	225,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Épargne Grand Est Europe	225,00 €	225,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Épargne Hauts de France	225,00 €	225,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon	225,00 €	225,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Épargne Loire-Centre	225,00 €	225,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Épargne Rhône Alpes	225,00 €	225,00 €	0,00%	0,00 €
Banque Chalus	220,00 €	224,00 €	1,82%	0,00 €
Crédit Agricole Pyrénées Gascogne	222,50 €	222,50 €	0,00%	80,00 €
Banque Pop. Bourgogne Franche-Comté	215,00 €	215,00 €	0,00%	0,00 €
Banque Populaire Rives de Paris	206,00 €	206,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Épargne CEPAC Antilles	204,00 €	204,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Ép. CEPAC La Réunion Mayotte	204,00 €	204,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées	196,05 €	200,40 €	2,22%	69,90 €
Banque Palatine	200,00 €	200,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agr Charente-Marit. Deux-Sèvres	200,00 €	200,00 €	0,00%	0,00 €
Banque Pop. Alsace Lorraine Champagne	195,00 €	195,00 €	0,00%	0,00 €
Banque Pop. Aquitaine Centre Atlantique	150,00 €	195,00 €	30,00%	0,00 €
Banque Populaire Grand Ouest	195,00 €	195,00 €	0,00%	0,00 €
Banque Populaire Méditerranée	150,00 €	195,00 €	30,00%	0,00 €
Caisse d'Épargne Île-de-France	195,00 €	195,00 €	0,00%	0,00 €

	TARIF 01/11/2022	TARIF 01/11/2023	%	Dont frais Virement
Caisse d'Épargne Loire Drôme Ardèche	195,00 €	195,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Maritime Grand Ouest	195,00 €	195,00 €	0,00%	0,00 €
Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes	180,00 €	180,00 €	0,00%	0,00 €
Banque Populaire Occitane	180,00 €	180,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Morbihan	180,00 €	180,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Normandie-Seine	180,00 €	180,00 €	0,00%	0,00 €
Macif	180,00 €	180,00 €	0,00%	0,00 €
BRED Banque Populaire	172,50 €	172,50 €	0,00%	0,00 €
BRED Banque Populaire Guadeloupe	172,50 €	172,50 €	0,00%	0,00 €
BRED Banque Populaire Guyane	172,50 €	172,50 €	0,00%	0,00 €
BRED Banque Populaire La Réunion	172,50 €	172,50 €	0,00%	0,00 €
BRED Banque Populaire Martinique	172,50 €	172,50 €	0,00%	0,00 €
BRED Banque Populaire Mayotte	172,50 €	172,50 €	0,00%	0,00 €
SG (ex Société Générale)	160,00 €	160,00 €	0,00%	0,00 €
Banque des Caraïbes	155,50 €	155,50 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Corse	154,50 €	154,50 €	0,00%	4,50 €
Banque Populaire Nord	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
BFCOI de la Réunion	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
BFCOI Mayotte	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
BforBank	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Alpes Provence	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Alsace Vosges	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Anjou Maine	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Aquitaine	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Atlantique Vendée	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Brie Picardie	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Centre France	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Centre-est	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Champagne-Bourgogne	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Côtes d'Armor	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Finistère	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Franche-Comté	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €

	TARIF 01/11/2022	TARIF 01/11/2023	%	Dont frais Virement
Crédit Agricole Île-et-Vilaine	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole La Réunion	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Lorraine	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Normandie	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Provence Côte d'Azur	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Savoie	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Sud Rhône Alpes	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Toulouse 31	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Touraine Poitou	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Val de France	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Mutuel MABN	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Mutuel Océan	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
HSBC	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Milleis Banque	150,00 €	150,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Nord de France	135,00 €	135,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Charente-Périgord	130,50 €	130,50 €	0,00%	0,00 €
Banque de Savoie	125,00 €	125,00 €	0,00%	0,00 €
Caisse d'Épargne Midi-Pyrénées	125,00 €	125,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Loire Haute-Loire	118,50 €	118,50 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Île-de-France	80,00 €	80,00 €	0,00%	0,00 €
Crédit Agricole Nord Est	75,00 €	75,00 €	0,00%	0,00 €
Ma French Bank	50,00 €	50,00 €	0,00%	0,00 €
n26	50,00 €	50,00 €	0,00%	0,00 €
Boursorama Banque	0,00 €	0,00 €	0,00%	0,00 €
Helios	0,00 €	0,00 €	0,00%	0,00 €
Nickel	0,00 €	0,00 €	0,00%	0,00 €
Revolut	0,00 €	0,00 €	0,00%	0,00 €
MOYENNE	205,0	204,9	0%	
MEDIANE	195,5	197,5	1%	

Classement des établissements les plus chers sur leurs frais de succession**

Ecrit par le 2 juillet 2026

Successions de mineurs, des progrès limités

Les frais bancaires de succession avaient au printemps 2022 défrayé la chronique, quand La Banque Postale avait facturé aux parents d'un mineur décédé des frais pour fermer le livret de l'enfant. Un an et demi plus tard, le sujet n'est, pour l'essentiel, pas réglé.

37 établissements indiquent désormais ne plus facturer les frais pour succession des mineurs, parmi lesquels 8 Banques populaires, 6 Caisses d'épargne, 11 Crédits agricoles, le Crédit Coopératif, Fortuneo, Boursorama, et LCL. Un chiffre qui reste cependant très minoritaire.

« A noter que La Banque Postale, banque visée par la polémique du printemps 2022, n'indique toujours pas la gratuité pour les successions de mineurs dans sa plaquette, alors même qu'elle a assuré que cette gratuité est bien en place » rappelle le président de Money vox.

**Créé en 2003, [Moneyvox](https://www.moneyvox.com) est un site d'actualités, d'explications et de comparatifs sur la finance personnelle et le budget. Le site traite de multiples sujets comme la banque au quotidien, les moyens de paiement, les produits d'épargne, les crédits, les impôts, la retraite, les assurances ou l'énergie. L'équipe se compose aujourd'hui d'une dizaine de journalistes et de professionnels du web. Le site héberge également un forum très actif sur les questions financières.*

***Cas d'une succession simple de 15 000€, réglée en moins d'un an à des héritiers clients d'une autre banque.*